

MINISTÈRE DE L'INTERIEUR

F. 95 — 869

[S-Mac 267]

28 MARS 1995. — Loi modifiant le titre VI, chapitre V, de la nouvelle loi communale (1)

Albert II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1er. L'intitulé du chapitre V du titre VI de la nouvelle loi communale, modifiée par les lois des 9 août 1988, 11 août 1988, 27 mai 1989, 16 juin 1989, 22 décembre 1989, 28 décembre 1989, 17 octobre 1990, 18 mars 1991, 21 mars 1991, 8 avril 1991, 24 mai 1991, 18 juillet 1991, 19 juillet 1991, 26 juin 1992, 29 juin 1992 et 30 décembre 1992, ainsi que par les arrêtés royaux des 30 mai 1989, 8 mars 1990, 25 janvier 1991 et 16 juillet 1991, est remplacé par ce qui suit :

"Des régies communales et des régies communales autonomes.

Art. 2. A l'article 261, § 1er, de la même loi, les mots "à caractère industriel ou commercial" sont supprimés.

Art. 3. Un article 263bis, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

"Article 263bis. Le Roi détermine les activités à caractère industriel ou commercial pour lesquelles le conseil communal peut créer une régie communale autonome dotée de la personnalité juridique."

Art. 4. Un article 263ter, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

"Article 263ter. § 1er Les régies communales autonomes sont gérées par un conseil d'administration et un comité de direction.

§ 2. Le conseil d'administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes utiles ou nécessaires à la réalisation de l'objet de la régie communale autonome.

Le conseil d'administration contrôle la gestion assurée par le comité de direction. Celui-ci fait régulièrement rapport au conseil d'administration.

Le conseil communal désigne les membres du conseil d'administration de la régie communale autonome. Le conseil d'administration est composé de la moitié au plus du nombre de conseillers communaux, sans que ce nombre puisse dépasser dix-huit. La majorité du conseil d'administration est composée de membres du conseil communal. Chaque groupe politique y est représenté.

Le conseil d'administration choisit un président parmi ses membres.

En cas de partage de voix au sein du conseil d'administration, la voix du président est prépondérante.

§ 3. Le comité de direction est chargé de la gestion journalière, de la représentation quant à cette gestion, ainsi que de l'exécution des décisions du conseil d'administration. Il est composé d'un administrateur délégué et de quatre administrateurs-directeurs désignés par le conseil d'administration.

Le comité de direction est présidé par l'administrateur délégué. En cas de partage de voix au comité de direction, sa voix est prépondérante."

(1) *Session extraordinaire 1991-1992.*

Sénat.

Documents parlementaires. — Proposition de loi, n° 349-1. — Avis du Conseil d'Etat, n° 349-2. — Rapport, n° 349-3.

Session ordinaire 1994-1995.

Sénat.

Annales parlementaires. — Discussion. Séance du 18 janvier 1995. — Adoption. Séance du 19 janvier 1995.

Chambre des représentants.

Documents parlementaires. — Projet de loi transmis par le Sénat, n° 1677-1. — Amendements, n°s 1677-2 et 3. — Rapport, n° 1677-4.

Annales parlementaires. — Discussion. Séance du 15 mars 1995. — Adoption. Séance du 16 mars 1995.

MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN

N. 95 — 869

[S-Mac 267]

28 MAART 1995. — Wet tot wijziging van titel VI, hoofdstuk V, van de nieuwe gemeentewet (1)

Albert II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Het opschrift van hoofdstuk V van titel VI van de nieuwe gemeentewet, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1988, 11 augustus 1988, 27 mei 1989, 16 juni 1989, 22 december 1989, 28 december 1989, 17 oktober 1990, 18 maart 1991, 21 maart 1991, 8 april 1991, 24 mei 1991, 18 juli 1991, 19 juli 1991, 26 juni 1992, 29 juni 1992 en 30 december 1992, alsook bij de koninklijke besluiten van 30 mei 1989, 8 maart 1990, 25 januari 1991 et 16 juli 1991, wordt vervangen als volgt :

"De gemeentebedrijven en de autonome gemeentebedrijven."

Art. 2. In artikel 261, § 1, van dezelfde wet vervallen de woorden "van industriële of commerciële aard".

Art. 3. In dezelfde wet wordt een artikel 263bis ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 263bis. De Koning bepaalt de activiteiten van commerciële of industriële aard waarvoor de gemeenteraad een autonoom gemeentebedrijf met rechtspersoonlijkheid kan oprichten."

Art. 4. In dezelfde wet wordt een artikel 263ter ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 263ter. § 1. De autonome gemeentebedrijven worden beheerd door een raad van bestuur en een directiecomité.

§ 2. De raad van bestuur is gemachtigd alle nuttige of noodzakelijke handelingen te stellen om de doelstellingen van het autonome gemeentebedrijf te verwezenlijken.

De raad van bestuur controleert het bestuur van het directiecomité. Het directiecomité brengt regelmatig verslag uit bij de raad van bestuur.

De gemeenteraad wijst de leden van de raad van bestuur van het autonome gemeentebedrijf aan. De raad van bestuur is samengesteld uit ten hoogste de helft van het aantal gemeenteraadsleden, maar met een maximum van achtien. De meerderheid van de raad van bestuur bestaat uit leden van de gemeenteraad. Elke politieke groep is er in vertegenwoordigd.

De raad van bestuur kiest uit zijn leden een voorzitter.

Bij staking van stemmen in de raad van bestuur is de stem van de voorzitter doorslaggevend.

§ 3. Het directiecomité is belast met het dagelijks bestuur, met de vertegenwoordiging met betrekking tot dat bestuur en met de uitvoering van de beslissingen van de raad van bestuur. Het is samengesteld uit een afgevaardigd bestuurder en vier bestuurdersdirecteurs aangesteld door de raad van bestuur.

Het directiecomité wordt voorgezeten door de afgevaardigd bestuurder. In geval van staking van stemmen in het directiecomité is zijn stem doorslaggevend."

(1) *Buitengewone zitting 1991-1992.*

Senaat.

Parlementaire stukken. — Voorstel van wet nr. 349-1. — Advies van de Raad van State, nr. 349-2 - Verslag, nr. 349-3.

Gewone zitting 1994-1995.

Senaat.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking. Vergadering van 18 januari 1995. — Aanneming. Vergadering van 19 januari 1995.

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Parlementaire stukken. — Ontwerp van wet overgezonden door de Senaat, nr. 1677-1. — Amendementen, nrs. 1677-2 en 3. — Verslag, nr. 1677-4.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking. Vergadering van 15 maart 1995. — Aanneming. Vergadering van 16 maart 1995.

Art. 5. Un article 263^{quater}, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

Article 263^{quater}. Le contrôle de la situation financière et des comptes annuels des régies communales autonomes est confié à un collège de trois commissaires désignés par le conseil communal en dehors du conseil d'administration de la régie et dont l'un au moins a la qualité de membre de l'Institut des réviseurs d'entreprises.

Ce dernier excepté, les membres du collège des commissaires sont tous membres du conseil communal."

Art. 6. Un article 263^{quinquies}, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

"Article 263^{quinquies}. Les conseillers communaux dont le mandat prend fin sont réputés démissionnaires de plein droit de la régie communale autonome.

Tous les mandats dans les différents organes des régies communales autonomes prennent fin lors de la première réunion du conseil d'administration suivant l'installation du conseil communal."

Art. 7. Un article 263^{sexies}, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

"Article 263^{sexies}. § 1er. Les régies communales autonomes décident librement, dans les limites de leur objet, de l'acquisition, de l'utilisation et de l'aliénation de leurs biens corporels et incorporels, de la constitution ou de la suppression de droits réels sur ces biens, ainsi que de l'exécution de telles décisions et de leur mode de financement.

§ 2. Elles peuvent prendre des participations directes ou indirectes dans des sociétés, associations et institutions de droit public ou de droit privé, ci-après dénommées les filiales, dont l'objet social est compatible avec leur objet.

Quelle que soit l'importance des apports des diverses parties à la constitution du capital social, la régie communale autonome dispose de la majorité des voix et assume la présidence dans les organes des filiales.

Les membres du conseil communal siégeant comme administrateur ou commissaire dans les organes d'une régie communale autonome ne peuvent détenir aucun mandat rémunéré d'administrateur ou de commissaire ni exercer aucune activité salariée dans une filiale de cette régie."

Art. 8. Un article 263^{septies}, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

"Article 263^{septies}. § 1er. Le conseil d'administration établit chaque année un plan d'entreprise fixant les objectifs et la stratégie à moyen terme de la régie communale autonome, ainsi qu'un rapport d'activité. Le plan d'entreprise et le rapport d'activité sont communiqués au conseil communal.

§ 2. Le conseil communal peut, à tout moment, demander au conseil d'administration un rapport sur les activités de la régie communale autonome ou sur certaines d'entre elles."

Art. 9. Un article 263^{octies}, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

"Article 263^{octies}. Les articles 53 à 67 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales sont applicables aux régies communales autonomes, à moins qu'il n'y soit dérogé expressément par la présente loi."

Art. 10. Un article 263^{novies}, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

"Article 263^{novies}. Les régies communales autonomes sont soumises à la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises."

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 28 mars 1995.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique,

J. VANDE LANOTTE

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

Art. 5. In dezelfde wet wordt een artikel 263^{quater} ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 263^{quater}. Het toezicht op de financiële toestand en op de jaarrekeningen van de autonome gemeentebedrijven wordt opgedragen aan een college van drie commissarissen, die door de gemeenteraad worden gekozen buiten de raad van bestuur van het gemeentebedrijf en waarvan ten minste één lid is van het Instituut voor Bedrijfsrevisoren.

Met uitzondering van deze laatste zijn de leden van het college van commissarissen allen lid van de gemeenteraad."

Art. 6. In dezelfde wet wordt een artikel 263^{quinquies} ingevoegd, luidend als volgt :

Artikel 263^{quinquies}. De gemeenteraadsleden waarvan het mandaat een einde neemt worden geacht van rechtswege ontslagnemend te zijn in het autonome gemeentebedrijf.

Alle mandaten in de verschillende organen van de autonome gemeentebedrijven worden beëindigd op de eerste vergadering van de raad van bestuur die volgt op de installatie van de gemeenteraad."

Art. 7. In dezelfde wet wordt een artikel 263^{sexies} ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 263^{sexies}. § 1. De autonome gemeentebedrijven beslissen vrij, binnen de grenzen van hun doel, over de verwerving, de aanwending en de vervreemding van hun lichamelijke en onlichamelijke goederen, over de vestiging of de opheffing van de zakelijke rechten op die goederen, alsook over de uitvoering van dergelijke beslissingen en over hun financiering.

§ 2. Zij kunnen rechtstreeks of onrechtstreeks participeren in publiek- of privaatrechtelijke ondernemingen, verenigingen en instellingen, hierna genoemd de filialen, waarvan het maatschappelijk doel overeenstemt met hun doel.

Ongeacht de grootte van de inbreng van de verschillende partijen in het maatschappelijk kapitaal, moet het autonome gemeentebedrijf over de meerderheid der stemmen beschikken en het voorzitterschap waarnemen in de organen van de filialen.

De leden van de gemeenteraad die als bestuurder of commissaris zitting hebben in de organen van een autonoom gemeentebedrijf, mogen geen enkel bezoldigd mandaat van bestuurder of commissaris vervullen, noch enige bezoldigde activiteit uitoefenen in een filiaal van dat bedrijf."

Art. 8. In dezelfde wet wordt een artikel 263^{septies} ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 263^{septies}. § 1. De raad van bestuur stelt jaarlijks een ondernemingsplan op dat de doelstellingen en de strategie van het autonoom gemeentebedrijf op middellange termijn vastlegt, evenals een activiteitenverslag. Het ondernemingsplan en het activiteitenverslag worden meegedeeld aan de gemeenteraad.

§ 2. De gemeenteraad kan ten allen tijde aan de raad van bestuur verslag vragen over de activiteiten van het autonoom gemeentebedrijf of over sommige ervan."

Art. 9. In dezelfde wet wordt een artikel 263^{octies} ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 263^{octies}. De artikelen 53 tot 67 van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen zijn van toepassing op de autonome gemeentebedrijven behoudens indien deze wet er uitdrukkelijk van afwijkt."

Art. 10. In dezelfde wet wordt een artikel 263^{novies} ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 263^{novies}. De wet van 17 juli 1975 met betrekking tot de boekhouding en de jaarrekeningen van de ondernemingen is van toepassing op de autonome gemeentebedrijven."

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 28 maart 1995.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken en Ambtenarenzaken,

J. VANDE LANOTTE

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,